



Robinson Sheppard Shapiro

S.E.N.C.R.L. • L.L.P.

Avocats • Barristers & Solicitors

ASSURANCE
2012.09.0102F

INSURANCE
2012.09.0102E

COMMUNIQUÉ

Me Gabriel Archambault est membre du groupe du droit des assurances depuis son admission au Barreau du Québec en 2012. Sa pratique l'amène à plaider régulièrement devant les tribunaux du Québec.



Me Gabriel Archambault is a member of the Insurance Law Group since his admission to the Quebec Bar in 2012. His practice has led him to appear regularly before the Courts of the Province of Quebec.

LORSQUE L'ERREUR DU MANDATAIRE NE LIE PAS LE MANDANT

En principe, l'article 2160 du *Code civil du Québec* est clair, soit que le mandant est tenu envers les tiers des actes accomplis par le mandataire dans l'exécution de ses fonctions, et même si ces actes excèdent le mandat, le mandant sera quand même lié, sauf s'il n'a pas ratifié lesdits actes.

Dans le domaine de l'assurance, où toute compagnie fait régulièrement affaire avec de nombreux experts en sinistre, cette question de ratification pourraient faire bénéficier les assurés d'une erreur de couverture et ainsi d'une indemnité d'assurance qui ne leur serait pas réellement due.

Dans la décision ***De Melo c. Promutuel L'Outaouais***, la Cour du Québec a rendu un jugement intéressant concernant les actes et paroles d'un expert en sinistre quant à savoir si ceux-ci avaient lié la compagnie d'assurance de laquelle il avait reçu le mandat.

En octobre 2007, un incendie chez les assurés a causé la perte totale de leur garage ainsi que certains dommages à leur

WHEN A MANDATORY'S OVERSIGHT DOES NOT BIND THE MANDATOR

In theory, section 2160 of the *Civil Code of Quebec* is clear. In fact, the mandator is liable to third persons for the acts performed by the mandatory in the performance and within the limits of his mandate and even if the acts exceed the limits, unless the mandator has not ratified such acts.

In the field of insurance, where every company does business with numerous adjusters, a simple mistake on coverage could benefit insureds who could eventually receive an insurance indemnity not otherwise owed.

In the judgment ***De Melo vs. Promutuel L'Outaouais***, the Court of Quebec rendered an interesting decision regarding whether acts and words of an adjuster were binding upon the insurance company which had given him a mandate.

In October 2007, a fire erupted and caused the total loss of the insureds' garage as well as some minor damages to the residence.





résidence. Selon l'enquête, cet incendie avait été causé par un fumoir artisanal de viande situé près du garage. Par la suite, l'expert en sinistre mandaté par l'assureur, considérant que les dommages étaient couverts selon la police d'assurance en vigueur, a immédiatement recommandé une avance d'indemnité de 13 000,00\$ pour permettre aux assurés de procéder à des réparations urgentes de leur garage.

Toutefois, en décembre 2007, l'assureur a résilié leur contrat d'assurance habitation car ils auraient omis de déclarer la présence du fumoir. En fait, les employés de l'assureur n'ont jamais remarqué la présence de ce fumoir malgré leur inspection dudit garage avant de souscrire le risque.

Vu ce refus de couverture de la part de l'assureur, les assurés ont intenté une poursuite contre ce dernier pour les dommages subis à leur résidence. De son côté, l'assureur a déposé une demande reconventionnelle pour obtenir le remboursement de l'avance d'indemnité de 13 000\$ déjà versée aux assurés suite à la recommandation de l'expert en sinistre.

Pour régler ce litige, la Cour devait analyser trois questions : l'assureur connaissait-il l'existence et l'utilisation du fumoir ? Sinon, est-ce une aggravation du risque ? Et finalement, les représentations de l'expert en sinistre liaient-elles l'assureur ?

À la première question, la Cour a conclu que l'assureur ne connaissait pas l'existence du fumoir, donc que la police d'assurance en vigueur ne couvrait pas les risques associés à l'usage d'un tel appareil. La présence de cet appareil constituait, selon la Cour, une aggravation du risque parce qu' « *il s'agissait d'un appareil de chauffage artisanal et non*

Based on the investigation, the fire was caused by an artisanal smokehouse located next to the garage. Following this, the adjustor mandated by the insurer, considering that the damages were covered under the insurance policy, immediately recommended an advance indemnity of \$13,000.00 to allow the insureds to do urgent repairs to the garage.

However, in December 2007, the insurer terminated the home insurance contract retroactively because the insureds had omitted to declare the presence of the smokehouse. In fact, the insurer's employees had never noted the presence of the smokehouse even though they had inspected the garage prior to underwriting the risk.

In light of this denial of coverage, the insureds filed proceedings against the insurer claiming the damages to their household. In response, the insurer filed a cross claim for the reimbursement of the advance of \$13,000.00 that had already been paid out to the insureds following the adjustor's recommendation.

In order to resolve the coverage dispute, the Court had to analyse three questions: Did the insurer know of the existence and use of the smokehouse? If not, was this an aggravation of the risk? And finally, were the acts and words of the adjustor binding upon the insurer?

As to the first question, the Court concluded that the insurer did not know of the existence of the smokehouse, therefore the insurance policy did not cover the risks associated with this apparatus. Moreover, the Court concluded that the presence of the smokehouse was an aggravation of the risk because: "*it was an artisanal heating*



homologué dont l'installation et l'utilisation n'étaient nullement conformes aux normes applicables ».

La Cour a donc conclu que la police d'assurance devait être résiliée. Toutefois, il demeurait la question à savoir la portée et/ou l'opposabilité des actes et paroles de l'expert en sinistre.

L'expert en sinistre avait déclaré aux assurés que la réclamation était couverte et a recommandé une avance d'indemnité de 13 000\$ qui fût immédiatement envoyée aux assurés. Quelques mois plus tard, l'assureur, qui fut avisé de la présence du fumoir, a avisé les assurés de son intention de demander le remboursement de ladite avance d'indemnité.

Sur ce point, la Cour s'est demandé si l'assureur, à titre de mandant, avait ratifié les gestes et paroles de l'expert en sinistre, son mandataire et référerait aux trois critères de la ratification d'actes prévus dans la décision de la Cour d'appel du Québec dans **MFQ Corporation d'assurance c. Assurance-vie Desjardins**, soit (1) la présence de gestes et/ou actions qui ne peuvent s'expliquer que par une volonté de ratifier, (2) la connaissance du contrat devant être ratifié et (3) l'intention de ratifier l'entente.

Après analyse de ces critères, la Cour du Québec, sous la plume de l'Honorable juge Fournier, a conclu que l'assureur n'avait pas ratifié les actes de son mandataire qui avait pourtant plus de 30 ans d'expérience dans le domaine. En fait, l'expert en sinistre avait excédé les limites de son mandant en confirmant aux assurés que ceux-ci allaient être indemnisés, car il avait été engagé pour faire enquête et n'avait qu'un pouvoir de recommandation. En fait, le versement de l'indemnité provisoire par l'assureur s'était fait en l'absence d'un dossier d'enquête complet de l'expert en sinistre, qui a même

system the installation and usage of which did not conform to the applicable norms and regulations" (our translation).

Consequently, the Court concluded that the insurance policy had to be cancelled. However, the Court still had to analyse the question concerning the acts and words of the adjustor in relation to the insurer.

The adjustor had declared to the insureds that the claim was covered and he had recommended an indemnity advance of \$13 000 that was immediately sent to them. Some months later, the insurer, once informed of the presence of the smokehouse, advised the insureds of its intention to request the reimbursement of said indemnity.

On this specific question, the Court examined if the insurer, as a mandator, had ratified the acts and words of the adjustor, its mandatary. To do so, the Court applied the three prong test provided by the Court of Appeal of Quebec in **MFQ Corporation d'assurance vs. Assurance-vie Desjardins**: (1) the presence of acts or words that can only be explained by an intent to ratify, (2) knowledge of the ratified contract and (3) the intent to ratify the agreement.

After having analysed these factors, Honorable Judge Fournier, of the Court of Quebec, came to the conclusion that the insurer had not ratified the acts of its mandatary even though the latter had more than 30 years of experience in the field. In fact, the adjustor had exceeded the limits of his mandate by declaring to the insureds that their loss was covered. This finding was true because the adjustor had only been hired to investigate, and therefore, solely had the power of recommendation. In fact, the advance indemnity was paid out by the insurer without having received a complete



reconnu son erreur à cet effet.

Vu ce qui précède, la Cour a permis à l'assureur de réclamer le versement de l'indemnité provisoire et de refuser d'indemniser l'assuré pour la perte subie.

investigation file from the adjustor, which the latter acknowledged.

In light of the foregoing, the Court granted the insurer's cross claim and condemned the insureds to reimburse the advance indemnity paid out, which, in the end, permitted the insurer to deny the claim albeit the adjustor's mistake.

Notre communiqué vise à attirer votre attention sur des sujets légaux d'actualité qui, nous le croyons, peuvent intéresser le public. En aucun cas, il ne doit être considéré comme une opinion juridique. Son seul objectif est d'attirer l'attention des lecteurs sur des questions d'intérêt et/ou de nouveaux développements en matière de droit civil.

Our "Communiqué" aims to bring to your attention the contemporary legal issues which we believe are and should be of interest to the public at large and under no circumstances is it to be considered to be a legal opinion. The Communiqué is merely intended to alert readers of interesting topics and/or new developments in civil law.

ACTUALITÉS RSS - ASSURANCE -

Robinson Sheppard Shapiro s.e.n.c.r.l. est fier de souligner la distinction décernée par la 7^e édition de « Best Lawyers in Canada » à **Me Michel Green** à titre d'« Avocat de l'année », soit le meilleur avocat 2013 à Montréal en droit des assurances.

ooo

RSS est également fier d'annoncer que huit avocats du département d'assurance du cabinet seront nommés dans l'édition *Best Lawyers in Canada 2013* dans la section du droit des assurances. Félicitation à **Mes Michel Green, Yves Cousineau, Patrick Henry, Nicholas J. Krnjevic, Marc Prévost, Jean-François Bilodeau, Gilbert Hourani et France Dulude.**

ooo

Les avocats suivants du département d'assurance seront également nommés *Best Lawyers' 2013* dans d'autres domaines de droit : **Me Michel Green** (responsabilité des directeurs et officiers, responsabilité professionnelle des avocats, dommages corporels et responsabilité des produits); **Me Patrick Henry** (responsabilité professionnelle des avocats, dommages corporels et responsabilité des produits) et **Me Nicholas J. Krnjevic** (responsabilité des produits).

RSS INSURANCE NEWS

Robinson Sheppard Shapiro s.e.n.c.r.l. is proud to announce that **Michel Green** has been named by the 7th edition of "*Best Lawyers in Canada*" as Best Lawyers' 2013 Montreal Insurance Law "Lawyer of the Year".

ooo

Best Lawyers announced that the following RSS lawyers will be listed in *Best Lawyers 2013* in Insurance Law: **Michel Green, Yves Cousineau, Patrick Henry, Nicholas J. Krnjevic, Marc Prévost, Jean-François Bilodeau, Gilbert Hourani et France Dulude.**

ooo

The following RSS Insurance Group lawyers have also been listed in *Best Lawyers 2013* in other areas of law: **Michel Green** (Director and Officer Liability, Legal Malpractice Law, Personal Injury Litigation and Product Liability Law); **Patrick Henry** (Legal Malpractice Law, Personal Injury Litigation and Product Liability Law) and **Nicholas J. Krnjevic** (Product Liability Law).



Robinson Sheppard Shapiro

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire, de mémoriser sur un système d'extraction de données ou de transmettre, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, tout ou partie de la présente publication, à moins que le nom de l'auteur de la publication ne soit clairement identifié par écrit sur la publication elle-même.

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise, unless the authorship of the publication is identified in writing on the face of the publication itself.